



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Arrêté préfectoral d'autorisation n° 2019/ICPE/038
Société BIOCENTRE DE L'OUEST à Herbignac

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE **PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE** *Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la demande du 12 juin 2017 actualisée en octobre 2017 présentée par la société BIOCENTRE DE L'OUEST dont le siège social est situé à Herbignac (44410), La Clarté, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme de transit, regroupement, tri et traitement de terres polluées située à cette même adresse ;

VU les plans, cartes et notices annexés à la demande ;

VU l'avis tacite réputé sans observation de l'Autorité Environnementale ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 5 décembre 2017 ;

VU l'avis de la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé en date du 5 décembre 2017 ;

VU l'avis de l'INAO du 18 décembre 2017 ;

VU l'absence d'avis émis par le Parc Naturel Régional de Brière ;

VU le complément de réponses du 30 janvier 2018 par la société BIOCENTRE DE L'OUEST suite au courrier de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2018 ;

VU la décision en date du 16 mai 2018 du président du tribunal administratif de Nantes portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 mai 2018 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 20 juin 2018 au 20 juillet 2018 inclus sur le territoire des communes de Herbignac, Férel, Nivillac, La Roche Bernard et Marzan ;

VU les avis émis ou l'absence d'avis par les conseils municipaux des communes d'Herbignac, Férel, Nivillac, La Roche Bernard et Marzan ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le courriel du 18 septembre 2018 du BIOCENTRE DE L'OUEST actualisant le montant des garanties financières à constituer en application du 5° du R516-1 du code de l'environnement ;

VU le courriel du 28 septembre 2018 du BIOCENTRE DE L'OUEST décrivant les mesures prévues pour l'application des conclusions des meilleures techniques disponibles IED relatives au traitement des déchets arrêtées suite à la décision de l'UE du 10 août 2018 ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 décembre 2018 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté d'autorisation transmis pour observation à l'exploitant le 29 janvier 2019 ;

VU le mémoire en réponse du 13 février 2019 de BIOCENTRE DE L'OUEST complété par courriel du 25 février 2019 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées, des observations des conseils municipaux et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique ;

Arrête

Article 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BIOCENTRE DE L'OUEST dont le siège social est situé au lieu-dit « La Clarté », 44410 HERBIGNAC est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Herbignac, au lieu-dit « La Clarté », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Sans objet.

Article 1.1.3 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement respectent les prescriptions générales applicables définies par les arrêtés ministériels correspondant existants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Article 1.1.4 - Agrément des installations

Sans objet.

Article 1.2 - Nature des installations

Article 1.2.1 - Consistance des installations

L'activité du site consiste à réceptionner des terres polluées avant traitement sur site par voie biologique (biopile ou biotertre) ou avant transit vers des filières externes.

Le flux annuel de terres reçues sur site est estimé à 64 500 tonnes dont 10 000 tonnes en transit et 54 500 en tonnes en traitement. Les terres polluées reçues ne sont pas des déchets dangereux.

À l'issue du traitement sur site et après validation analytique, les terres traitées sont valorisées.

Le site couvre une surface totale de 17 170 m² sur laquelle une plateforme de 13 660 m² est aménagée conformément au plan de masse en annexe 1 pour recevoir et traiter les terres.

Article 1.2.2 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

| Rubrique | Désignation des activités | Volume autorisé (1) | Régime (2) |
|-----------------|---|--|-------------------|
| 2791 | Installation de traitement de déchets non dangereux | • Biocentre de traitement de terres polluées : Capacité annuelle de traitement : 54 500 t/an, soit une quantité moyenne de terres traitées de 150 t/j. | A |
| 3532 | Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes ... : - ... - traitement biologique, - ... | Capacité instantanée en traitement : ◦ par biopile : 7 500 tonnes ◦ par biotertre : 7 000 tonnes ◦ soit 14500 tonnes/jour (ou 9000 m ³ /j) • Criblage des terres polluées à réception par une unité mobile d'une puissance max. de 100 kW | A |

| Rubrique | Désignation des activités | Volume autorisé (1) | Régime (2) |
|----------|--|---|------------|
| 2794 | Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux | <ul style="list-style-type: none"> Valorisation de résidus de végétaux (coproduits) pour 5 500 t/an maximum avec préparation des coproduits bruts (broyage) par une unité mobile d'une puissance totale installée de 350 kW – 40 t/j au maximum en moyenne par campagne | E |
| 2716 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes | <ul style="list-style-type: none"> Transit des terres avant traitement et des terres non redevables du traitement. Capacité instantanée de 6 000 m³. Tonnage correspondant : 10 000 t/an Stockage des coproduits (écorces, sous-produits céréalier, compost, ...), avec une quantité maximale stockée de 500 m³ | E |
| 2171 | Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) ... | <ul style="list-style-type: none"> Stockage des coproduits (écorces, sous-produits céréalier, compost, ...), avec une quantité maximale stockée de 500 m³ | D |
| 2517 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes | <ul style="list-style-type: none"> Stockage de la fraction grossière valorisable issue du criblage à réception. Surface inférieure à 5 000 m² | NC |

(1) éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

(2) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis à l'obligation de contrôle périodique, NC : non classé

Classement IED : Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique IED principale est la rubrique 3532.

Classement SEVESO : Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou seuil bas). L'exploitant s'assure en permanence de ce non classement. En application des guides méthodologiques reconnus ou édités par le ministère en charge de l'environnement relatifs à la prise en compte des déchets pour la détermination du statut Seveso d'un établissement, l'exploitant met en place les mesures rendues nécessaires pour s'assurer de ce non classement Seveso.

Article 1.2.3 - Rubriques de la nomenclature IOTA

Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

| Rubrique | Désignation des activités | Volume autorisé (1) | Régime (2) |
|----------|--|--|------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol | Surface du projet augmentée de la surface correspondant au bassin de rétention dont les écoulements sont interceptés : 17 170 m ² | D |
| 1.1.1.0 | Sondage, forage, ... | 3 piézomètres de contrôle | D |
| 3.2.3.0 | Plans d'eau permanents ou non | 1 bassin de rétention pour une surface totale inférieure à 0,1 ha | NC |

(1) éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

(2) A : autorisation, D : déclaration, NC : non classé

Article 1.2.4 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelle | Lieu-dit |
|-----------|----------|-----------|
| Herbignac | XO 241 | La Clarté |

Les installations citées à l'article 1.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement en annexe 2 du présent arrêté.

Article 1.2.5 - Autres limites de l'autorisation

Sans objet.

Article 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Pour mémoire, liste des dossiers déposés par l'exploitant :

- dossier de demande d'autorisation – version modifiée d'octobre 2017.

Article 1.4 - Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Article 1.5 - Périmètre d'éloignement

Sans objet.

Article 1.6 - Garanties financières

Article 1.6.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent article s'appliquent aux activités visées au 5° du R.516-1 du code de l'environnement. Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25 et les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R.516-2 VI.

Indépendamment de la mise en jeu des garanties financières pour les opérations qu'elles couvrent, l'exploitant demeure tenu aux obligations mentionnées aux articles relatifs à la mise à l'arrêt des installations classées (articles R.512-39-1 à R.512-39-3, R.512-46-25 à R.512-46-28 et R.512-66-1 à R.512-66-2).

Article 1.6.2 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties à constituer calculées selon l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 est de 849 462,05 euros TTC (Base de calcul : Indice TP01 de juin 2018 = 109,6 et TVA = 20%).

Les quantités maximales de produits dangereux et déchets présents sur le site sont limitées aux quantités définies par le tableau à l'article 1.2.2 ou prises en compte ci-dessous :

- transit des terres avant traitement et des terres non redevables du traitement : 6 000 m³ / 8000 tonnes
- Déchets verts : 500 m³ / 125 tonnes
- Stockage de la fraction grossière valorisable issue du criblage à réception : surface inférieure à 5 000 m² soit 4900 tonnes ;
- Biocentre de traitement de terres polluées : 7 500 tonnes de terres en biopile et 7 000 tonnes en biotertre
- 250 kg de déchets et produits dangereux.

Article 1.6.3 - Établissement des garanties financières

Avant la mise en service des installations, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.6.4 - Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.6.5 - Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.6.6 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.6.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.6.8 - Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;

- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 1.6.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.7 - Modifications et cessation d'activité

Article 1.7.1 - Modifications du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 1.7.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.7.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.7.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.7.5 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumise à autorisation préalable du Préfet. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.7.6 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage de zone de stockage de matériels ou matériaux pour la carrière conformément au PLU.

Conformément à l'article R.512-39-1 et suivants, au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations avisées à l'article R.512-35, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé au premier alinéa du présent article.

En application de l'article R515-75 du code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés au 3° du I de l'article R.515-59. Ce mémoire est fourni même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au paragraphe suivant.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément au 1^{er} alinéa du présent article.

Article 1.8 - Réglementation

Article 1.8.1 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.8.2 - Réglementation générale applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

- arrêté du 15/12/09 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;
- arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- arrêté du 27/10/11 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
- arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Article 1.8.3 - Réglementation spécifique applicable aux installations visées par la nomenclature

Les installations soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation incluses dans l'établissement respectent les prescriptions générales applicables définies par les arrêtés ministériels correspondant existants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

Sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

| Rubrique | Désignation des activités | Régime | Arrêté de prescription |
|----------|--|--------|---|
| 2794 | Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux | E | Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement |
| 2716 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes | E | Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement |
| 2171 | Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) | D | Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration |

Article 2 - Gestion de l'établissement

Article 2.1 - Exploitation des installations

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 - Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Eu égard à la présence de certaines espèces sur le site avant mise en service de la plateforme (Lézards des murailles ou Bergeronnettes grises), les opérations de préparation de la plateforme notamment l'évacuation du matériel entreposé sur le site est fait durant la période d'activité du lézard des murailles et en dehors de la période de nidification de la Bergeronnette grise soit entre les mois de juillet et octobre par des températures supérieures à 12°C.

Article 2.1.3 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...

Article 2.3 - Intégration dans le paysage

Article 2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

L'écran paysager le long du merlon Ouest de la carrière est éventuellement densifié par des plantations arborées.

Article 2.4 - Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Article 2.5 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 2.6 - Programme d'auto surveillance

Article 2.6.1 - Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.6.2 - Mesures comparatives et contrôle par l'inspection des installations classées

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.6.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 2.6.3.1 - Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en

application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 2.6.3.2 - Déclaration GIDAF

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Article 2.6.4 - Bilans périodiques

Article 2.6.4.1 - Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)

L'exploitant procède avant le 31 mars de chaque année à la déclaration prévue par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 2.6.4.2 - Rapport annuel – bilan environnemental annuel IED

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant la présentation de l'établissement, une synthèse chiffrée de l'activité du site et une synthèse des résultats de l'autosurveillance et de la surveillance environnementale exercée l'année écoulée.

Le rapport présente, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public, y compris les plaintes reçues, la destination des terres valorisées ou ayant transitées.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe, à la commune et il est tenu à la disposition du public notamment des riverains.

Le site étant classé IED, ce rapport comporte les éléments prévus au c) de l'article R515-60 du code de l'environnement.

Article 2.6.4.3 - Information du public

Conformément à l'article R.125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site de son installation, si elle existe, conformément au point II de l'article R.125-8 de code de l'environnement.

Article 2.6.4.4 - Bilan annuel des épandages

Sans objet.

Article 2.6.4.5 - Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L.515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.2 du présent arrêté.

Article 2.7 - Système de management environnemental

En application de la décision d'exécution UE n°2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, afin d'améliorer les performances environnementales globales du site, l'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- I. engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- II. définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- III. planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;
- IV. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
- a) organisation et responsabilité,
 - b) recrutement, formation, sensibilisation et compétence,
 - c) communication,
 - d) participation du personnel,
 - e) documentation,
 - f) contrôle efficace des procédés,
 - g) programmes de maintenance,
 - h) préparation et réaction aux situations d'urgence,
 - i) respect de la législation sur l'environnement,
- V. contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération:
- a) surveillance et mesure (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles — ROM)
 - b) mesures correctives et préventives
 - c) tenue de registres
 - d) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour;
- VI. revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;
- VII. suivi de la mise au point de technologies plus propres ;
- VIII. prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- IX. réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
- X. gestion des flux de déchets (voir la MTD 2) ;
- XI. inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir la MTD 3) ;
- XII. plan de gestion des résidus (voir la description à la section 6.5) ;
- XIII. plan de gestion des accidents (voir la description à la section 6.5) ;
- XIV. plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12) ;
- XV. plan de gestion du bruit et des vibrations (voir la MTD 17).

Les MTD visées à chaque item sont celles de la décision sur les MTD rappelées ci-avant.

Article 2.8 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les compléments successifs (dossiers de modification, etc.),
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions

doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 3 - Prévention de la pollution atmosphérique

Article 3.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.1 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.2 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Notamment, les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans

des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

En cas de plainte du voisinage, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.3 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.4 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage et des voiries ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Article 3.2 - Conditions de rejet

Article 3.2.1 - Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Article 3.2.2 - Conditions de rejet et valeurs limites des polluants rejetés

Article 3.2.2.1 - Cas de la biopile

Les terres polluées par des composés volatils sont traitées en biopile associée à un biofiltre (bâchage et aspiration de l'air). Dans le cas de terres polluées en composés organohalogénés, le traitement de l'air extrait par le biofiltre est complété par un filtre à charbon actif.

Les rejets atmosphériques issus de la biopile après traitement de l'air respectent les valeurs limites suivantes :

| Paramètres | Concentration | Flux spécifique |
|------------------------------|--|-----------------|
| Débit en sortie de biofiltre | 2415 m ³ /h | Sans objet |
| COV totaux | 40 mg _{Ctotal} /Nm ³ | Sans objet |
| Poussières | 5 mg/Nm ³ | Sans objet |
| NH3 | 20 mg/Nm ³ | Sans objet |

Article 3.2.2.2 - Cas du biotertre

Les terres non polluées par des composés volatils peuvent être traitées en biotertre c'est-à-dire sans association avec un biofiltre.

Aucune valeur limite n'est fixée pour les rejets.

Article 3.2.2.3 - Cas de l'activité de broyage des déchets verts

Dans le cas de rejets canalisés, les effluents gazeux canalisés respectent les valeurs limites suivantes pour les poussières totales :

- 100 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h ;
- 40 mg/m³ dans le cas d'un flux horaire est supérieur à 1 kg/h.

Article 3.2.2.4 - Respect des VLE

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Article 3.2.3 - Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère

Pour l'autosurveillance, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

| Pour la biopile | | |
|------------------------------|-----------------|---|
| Paramètre | Fréquence | Commentaire |
| Débit en sortie de biofiltre | Annuelle | - |
| COV totaux | Hebdomadaire | Suivi de l'efficacité du traitement de l'air du biofiltre par le biais d'analyses hebdomadaires des COV à l'aide d'un détecteur PID ou équivalent |
| | Tous les 6 mois | - |
| Poussières | Tous les 6 mois | - |
| NH3 | Tous les 6 mois | - |
| H2S | Tous les 6 mois | - |

| Pour le broyage des déchets verts | | |
|-----------------------------------|-----------|--|
| Paramètre | Fréquence | Commentaire |
| Poussières totales | Mensuelle | Uniquement dans le cas de rejets canalisés |

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence rappelées notamment par la décision d'exécution de l'UE n°2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets.

Article 3.2.4 - Mesures comparatives

Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer conformément à l'article 2.6.2 du présent arrêté, les mesures prévues au programme d'autosurveillance défini selon les dispositions de l'article 3.2.3 par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Article 3.2.5 - Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère

Article 3.2.5.1 - Surveillance des poussières

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Le nombre de points de mesure, les conditions dans lesquelles les appareils de

mesure sont installés et exploités sont décrits dans une notice. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Ce programme de surveillance peut être commun avec celui de la carrière de la Clarté.

La fréquence de suivi sera semestrielle (dont au moins une en période estivale) et pour une durée de 3 ans à compter de la mise en service de l'installation. Au bout de cette période, la pertinence de poursuivre cette surveillance ou l'adaptation de ce programme pourront être examinées par l'exploitant et un nouveau programme (ou l'arrêt) mis en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.5.2 - Surveillance des odeurs

Un état initial olfactif (jury de nez) dans le périmètre d'affichage du projet est réalisé avant la mise en service de l'installation. Une comparaison est mise en œuvre après la mise en route du projet dans un délai maximal d'un an, dans les mêmes conditions climatiques que l'état initial afin de confirmer l'absence de nuisance.

Article 3.2.6 - Caractérisation des émissions

L'exploitant réalise dans un délai de 6 mois suivant le démarrage du site une analyse des émissions surfaciques de la biopile et des terres en réception contaminées par des pollutions volatiles de type BTEX ou COHV selon les critères fixés à l'article 9.4.3 ainsi que des émissions canalisées du biofiltre selon un spectre « large » afin de connaître précisément la composition des émissions atmosphériques et de valider les données d'entrée de l'évaluation des risques sanitaires jointe au dossier de demande d'autorisation, notamment l'absence d'émission significative de COV.

Ce spectre d'analyse est composé notamment des substances suivantes : COV, COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, substances listées à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, BTEX et toutes autres substances pertinentes selon l'exploitant.

Pour les mesures, la nature des terres sur lesquelles les mesures sont faites, notamment la durée du traitement déjà subi, est précisée.

Cette campagne de caractérisation est renouvelée tous les 5 ans.

Article 4 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Article 4.1 - Prélèvements et consommation d'eau

Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont réservés aux usages sanitaires, aux opérations d'entretien du site et des matériels et éventuellement à la limitation des envols de poussières des équipements (brumisation).

La consommation annuelle d'environ 110 m³ est assurée par une connexion au réseau AEP ou par la mise en place d'une réserve hors sol installée sur la plateforme et complétée par une fontaine à eau.

Dans la mesure du possible, le recyclage des eaux de pluie est prioritaire au prélèvement d'eau dans le milieu.

Article 4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Article 4.1.2.1 - Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.2.2 - Prélèvement d'eau en nappe par forage

Le prélèvement d'eau en nappe par forage est interdit.

Article 4.1.3 - Prescriptions en cas de sécheresse (prélèvements et rejets)

Sans objet.

Article 4.1.4 - Prévention du risque inondation

Sans objet.

Article 4.2 - Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent titre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2 - Plans des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3 - Entretien surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.5 - Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 4.3 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées issues de la base de vie (vestiaires, douches, sanitaires) ;
- les eaux de procédé qui s'égouttent de la biopile ;
- les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme de gestion des terres et les voies de circulation à l'entrée du site, y compris la base vie et le parking associé.

Article 4.3.2 - Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5 - Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet | Nature des effluents | Traitement avant rejet | Exutoire |
|----------------|--|--|---|
| R1 | Eaux pluviales de la plateforme de gestion des terres et des voies de circulation à l'entrée du site, y compris la base vie et le parking associé. | Déshuileur débourbeur Bassin de stockage Complément de traitement à façon en fonction du résultat analytique (charbon actif ou filtre à sable par exemple) | Milieu naturel via fossé Ouest au site - ruisseau de Ker Robert et marais de Brière |

Article 4.3.6 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1 - Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Le cas échéant, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet

Article 4.3.6.2 - Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.6.3 - Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.7 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Sans préjudice des conventions de rejet, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température $< 30^{\circ}\text{C}$,
- pH (NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux),
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

Article 4.3.8 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

Article 4.3.9 - Gestion des eaux

Article 4.3.9.1 - Cas des eaux usées de la base de vie

Les eaux usées issues de la base de vie (vestiaires, douches, sanitaires) sont dirigées vers un dispositif d'assainissement autonome adéquat. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.3.9.2 - Cas des eaux de procédés

Les eaux de procédé résultent de la percolation des eaux au travers de la biopile. Elles sont collectées par un dispositif de caniveaux, regards et collecteurs et acheminées vers une cuve étanche de récupération enterrée (cuve double peau).

Ces eaux sont réutilisées en circuit fermé.

En cas de surplus, elles sont soit transférées au bassin de gestion des eaux pluviales de la plateforme après validation analytique des critères de rejet et traitement sur site éventuel (conformité aux valeurs limites définies à l'article 4.3.9.3), soit éliminées en filières externes agréées (déchets).

Article 4.3.9.3 - Cas des eaux pluviales de la plateforme et des voies de circulation à l'entrée du site y compris la base vie et le parking associé

Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme (plateforme entièrement revêtue d'un enrobé) sont toutes considérées comme potentiellement polluées, car susceptibles d'être en contact avec des terres (stock à réception, en préparation, biotertre).

Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme et sur les voies de circulation à l'entrée du site, y compris la base vie et le parking associé sont captées par les dispositifs de collecte puis dirigées vers un bassin de stockage après transit par un avaloir débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures.

Le bassin, dont l'étanchéité est faite par une géomembrane PeHD, dispose d'une capacité de stockage utile de 2000m³ (dimensionnement pour contenir sans débit de fuite une pluie décennale + un mois de pluie sur la plateforme) augmentée de 100 m³ pour la gestion des eaux de pluie des voies de circulation à l'entrée du site soit 2100 m³.

Les eaux du bassin sont rejetées au milieu naturel par action volontaire (poste de relevage), après validation analytique et traitement complémentaire éventuel (charbon actif, filtre à sable, etc.) via le fossé traversant la partie Sud de l'emprise de la carrière (sous-bassin versant du ruisseau de Ker Robert, bassin versant du marais de Brière).

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

| Paramètres | Valeur limite de concentration | Seuil de flux |
|--|--|---|
| Débit maximal de rejet | 3 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale | - |
| Matières en suspension | 60 mg/l | si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà |
| DBO5 (sur effluent non décanté) | 100 mg/l | si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà |
| DCO (sur effluent non décanté) | 180 mg/l | si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà |
| Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) | 25 mg/l | - |

| | | |
|--|------------|--------------------------------------|
| Phosphore (phosphore total) | 2 mg/l | - |
| Indice phénols | 0,3 mg/l | si le rejet dépasse 3 g/j |
| Hydrocarbures totaux | 10 mg/l | |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) | 1 mg/l | si le rejet dépasse 30 g/j |
| Cyanures libres (en CN-) | 0,1 mg/l | si le rejet dépasse 1 g/j |
| Ion fluorure (en F-) | 15 mg/l | si le rejet dépasse 150 g/j |
| Arsenic et ses composés (en As) | 0,05 mg/l | |
| Cadmium | 0,05 mg/l | |
| Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) | 50 µg/l | si le rejet dépasse 1g/j |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 0,1 mg/l | |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 0,150 mg/l | |
| Chrome et ses composés (en Cr) | 0,1 mg/l | |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 0,2 mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 0,8 mg/l | |
| Manganèse et composés (en Mn) | 1 mg/l | si le rejet dépasse 10 g/j |
| Mercurure (Hg) | 0,005 mg/l | |
| Etain et ses composés (en Sn) | 2 mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j |
| Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) | 5 mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j |
| Métaux totaux | 15mg/l | Fe+Al+Mn+Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Sn+ Cd+Hg |

Article 4.4 - Autosurveillance des rejets et prélèvements

Article 4.4.1 - Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Article 4.4.2 - Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Pour l'autosurveillance, les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

| Point de rejet | Paramètres | Fréquences |
|----------------|---|---------------------|
| R1 | Tous les paramètres disposant d'une valeur limite définie aux articles 4.3.7 et 4.3.9.3 | Avant chaque bâchée |

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence rappelées notamment par la décision d'exécution de l'UE n°2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions des meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets.

Article 4.4.3 - Mesures comparatives

Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer conformément à l'article 2.6.2 du présent arrêté, les mesures prévues au programme d'autosurveillance défini selon les dispositions de l'article 4.4.2 par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Article 4.5 - Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols

Article 4.5.1 - Effets sur les eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

Article 4.5.1.1 - Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Article 4.5.1.2 - Réseau et programme de surveillance

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est mise en place.

Elle est effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 3 piézomètres PzA, PzB et PzC localisés comme présenté sur la carte en annexe 2 du présent arrêté.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.5.1.1 du présent arrêté.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Le suivi de la qualité des eaux est maintenu tout au long de la durée d'exploitation de l'installation comme suit :

| Campagne | Paramètres à suivre à l'occasion des mesures |
|-------------------------|---|
| Campagne annuelle | <ul style="list-style-type: none"> • 1 mesure en période de hautes eaux et 1 mesure en période de basses eaux • Liste des paramètres à analyser : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Niveau d'eau en m NGF ◦ pH, potentiel d'oxydoréduction, conductivité, ◦ DCO, hydrocarbures totaux, ◦ métaux totaux (Fe, Al, Pb, Cu, Cr et Cr6+, Ni, Zn, Cd, Hg, Sn et Mn), arsenic, ◦ HAP, COHV+BTEX, PCB, AOX, |
| Campagne tous les 4 ans | <ul style="list-style-type: none"> • 1 mesure en période de hautes eaux et 1 mesure en période de basses eaux • Liste des paramètres identique à la campagne annuelle complétée par : <ul style="list-style-type: none"> ◦ azote global (NTK, NH4+, NO2 et NO3), ◦ COT, DBO5, chlorures, sulfates, phosphates, potassium, sodium, calcium, magnésium, fluorures, phosphore total, ◦ cyanures libres, indice phénols, ◦ bactéries coliformes, streptocoques fécaux totaux et présence de salmonelle |

Une analyse de référence de la qualité des eaux est faite avant la mise en service du site. Les paramètres analysés sont ceux de la campagne complète tous les 4 ans.

Le programme de surveillance, notamment la liste des paramètres suivis, pourra être adapté après accord explicite de l'inspection des installations classées.

Article 4.5.2 - Effets sur les sols

Sans objet.

Article 4.5.3 - Effets sur les eaux de surface

Sans objet.

Article 5 - Déchets produits par le site

Cet article 5 est relatif aux déchets produits par l'activité exercée par l'exploitant. Il ne concerne pas les terres polluées dont le traitement est détaillé à l'article 9.

Article 5.1 - Principes de gestion

Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

a) La préparation en vue de la réutilisation ;

- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Article 5.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets produits

Les quantités maximales de déchets entreposés sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées pour établir le montant des garanties financières fixé à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Les déchets produits, gérés, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

Article 5.1.4 - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées par le présent arrêté, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6 - Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7 - Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

- les déchets issus de la déconstruction des biopiles (drains d'aération, bâches de couverture, etc.) et du renouvellement des biofiltres : ces déchets, occasionnels, sont éliminés dans une filière externe autorisée ;
- les huiles usagées, provenant de la vidange des engins aux ateliers de la carrière, sont intégrées au sein de la filière de gestion des déchets mise en place par l'entreprise CHARIER CM : elles sont prises en charge et éliminées par une entreprise spécialisée ;
- les déchets issus de l'aire de vie, correspondant à une quantité infime de déchets industriels banals (papier, cartons, etc.) : ces déchets sont évacués vers un centre autorisé qui triera ces DIB afin d'en extraire la fraction valorisable. Les dispositions de la section 18 du chapitre III, titre IV, livre V du code de l'environnement sont applicables. Les déchets ne pouvant faire l'objet d'un recyclage sont incinérés avec récupération d'énergie (valorisation énergétique) ou stockés.

Certains déchets seront traités directement sur la plateforme :

- la biomasse filtrante issue du renouvellement du biofiltre ;
- les déchets verts issus de l'entretien des espaces verts ;

- les déchets issus des différents dispositifs de gestion des eaux (boues et sédiments provenant du nettoyage régulier du débourbeur / séparateur et du bassin de collecte des eaux pluviales).

Article 5.2 - Autosurveillance des déchets

Article 5.2.1 - Registre des déchets

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Les éléments qu'il consigne sont a minima ceux définis par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Article 6 - Substances et produits chimiques

Article 6.1 - Dispositions générales

Article 6.1.1 - Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux selon le règlement n°1272/2008 dit CLP susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site,
- les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).

Article 6.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

L'étiquetage, les conditions de stockage et l'élimination des substances ou mélanges dangereux doivent également être conformes aux dispositions de leur fiches de données de sécurité (article 37-5 du règlement n°1907/2006).

L'étiquetage, les conditions de stockage et d'élimination des produits biocides doivent être conforme aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 19 mai 2004 (produits en régime transitoire) ou conforme à l'article 69 du règlement n°528/2012 et aux dispositions de son autorisation de mise sur le marché.

Article 6.2 - Substances et produits dangereux pour l'homme et l'environnement

Article 6.2.1 - Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,

- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006.

L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3 - Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.4 - Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.5 - Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

Article 7 - Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses

Article 7.1 - Dispositions générales

Article 7.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques

susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 7.2 - Niveaux acoustiques

Article 7.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 3 du présent arrêté.

Article 7.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PERIODES | PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Article 7.2.3 - Tonalité marquée

Sans objet.

Article 7.3 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un

organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Article 7.4 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 7.5 - Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux,
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

Article 8 - Prévention des risques technologiques

Article 8.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 8.2 - Généralités

Article 8.2.1 - Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 8.2.2 - Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.2.3 - Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.2.4 - Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 8.2.5 - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Article 8.2.6 - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 8.3 - Dispositions constructives

Article 8.3.1 - Comportement au feu

Sans objet.

Article 8.3.2 - Chaufferie

Sans objet.

Article 8.3.3 - Intervention des services de secours

Article 8.3.3.1 - Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.3.3.2 - Accessibilité des engins à proximité des installations

Une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie permet l'accès aux différents stockages et zones présentant des risques d'incendie.

Article 8.3.4 - Désenfumage

Sans objet.

Article 8.4 - Dispositif de prévention des accidents

Article 8.4.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux

catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Article 8.4.2 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 8.4.3 - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Article 8.4.4 - Systèmes de détection et extinction automatiques

Sans objet.

Article 8.4.5 - Risque d'explosion

Sans objet.

Article 8.4.6 - Protection contre la foudre

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention requis à l'issue de l'analyse de risque foudre et de l'étude technique, y compris la vérification complète par un organisme compétent, sont mis en place avant la mise en service de l'installation.

Article 8.4.7 - Séisme

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

Article 8.4.8 - Autre risque naturel

Sans objet.

Article 8.5 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Article 8.5.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Article 8.5.2 - Rétentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

III. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0°C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

IV. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Article 8.5.3 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Article 8.5.4 - Confinement des eaux en cas d'incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est assuré par le bassin de confinement des eaux pluviales mentionné à l'article 4.3.9.3.

Une procédure précise les modalités pour isoler dans le bassin tampon les eaux en cas d'incendie.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel sous couvert du respect des valeurs limites définies à l'article 4.3.9.3.

Article 8.5.5 - Prévention des émissions dans les sols et les eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Article 8.5.6 - Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 8.5.7 - Élimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Article 8.6 - Dispositions d'exploitation

Article 8.6.1 - Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.6.2 - Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le permis rappelle notamment : les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier. La disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Article 8.6.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.6.4 - Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues aux articles 4.2.5 et 8.5.4 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 8.6.5 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 8.6.6 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Cette formation est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue.

Article 8.7 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Plus particulièrement, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ;
- d'extincteurs. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. La répartition et le nombre sont conformes aux règles en vigueur.

Article 8.8 - Prévention des accidents liés au vieillissement

Les installations font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité. Notamment l'exploitant recense les équipements visés par la démarche de prévention des accidents liés au vieillissement défini à la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 9 - Dispositions complémentaires pour le fonctionnement du site

Article 9.1 - Aménagement du site

Article 9.1.1 - Dispositions applicables

L'ensemble des zones de réception, de préparation et de traitement des terres constituant la plateforme ainsi que les voiries sont entièrement imperméabilisées.

Pour la bonne récupération des eaux de procédé, les zones de mise en place de la biopile sont clairement délimitées.

Un fossé périphérique est créé et régulièrement entretenu pour isoler hydrauliquement le site.

Article 9.1.2 - Étude complémentaire préalable à l'aménagement du site

L'exploitant examine avant la construction du site la possibilité de renforcer l'étanchéité de la plateforme par la mise en place d'une géomembrane avec gestion des écoulements interceptés. Avant démarrage des travaux, l'exploitant transmet au préfet son examen technique et financier de cette proposition et ses propositions quant à la réalisation de l'aménagement.

Article 9.2 - Objet du traitement

L'objectif du traitement est de valoriser les terres polluées réceptionnées par un processus maîtrisé, nécessitant une première phase de contrôle analytique pour vérifier la conformité des terres réceptionnées et permettre leur préparation (criblage/homogénéisation) en vue du mode de gestion adapté (séparation des matériaux) vers une unité de recyclage matière (concassage/criblage), la zone de traitement biologique (amendement, maturation, suivi analytique) ou en transit avant réorientation vers les filières de traitement adaptées.

Le principe du traitement biologique est la biodégradation des polluants par une flore bactérienne avec mise en biopile ou en biotierre des matériaux et ajout de coproduits.

Article 9.3 - Admission des déchets sur le site

Article 9.3.1 - Déchets autorisés

Les terres polluées autorisées sur le site sont des terres polluées non dangereuses qui proviennent principalement :

- de chantiers de dépollution et d'aménagement immobilier locaux et régionaux,
- de chantiers de réhabilitation d'ICPE, de friches industrielles, ...,
- de gestion de déblais pollués,
- de gestion des sédiments de curage, de sédiments d'ouvrages d'assainissement routier, de boues de dragage, ...

Les terres polluées autorisées respectent des critères d'acceptation préalable définis d'une part pour s'assurer du caractère traitable sur le site et d'autre part pour s'assurer du caractère non dangereux.

Le caractère traitable sur le site est évalué eu égard à la pertinence du traitement par le procédé biologique pour abattre les substances en anomalies présentes jusqu'à un niveau acceptable en fonction des exutoires postulés.

Dans tous les cas, les seuils définis pour l'acceptation des terres polluées en traitement sur le site respectent les valeurs maximales d'acceptation suivantes :

| Polluants | Seuils d'acceptation des terres polluées | |
|------------------|--|--|
| | Sur terres brutes en mg/kg | Sur lixiviation en mg/kg (selon la décision européenne n°2003/33/CE du 19/12/2002 établissant les critères d'admission des déchets dans les ISDND) |
| HCT | 50 000 | |
| BTEX | 50 000 | |
| COHV | 2 500 | |
| PCB (somme) | 50 | |
| Somme des 16 HAP | 2 500 | |
| COT | 200 000 | 800 |
| Chlorures | | 15 000 |
| Sulfates | | 20 000 |
| Chrome total | | 10 |
| Zinc | | 50 |
| Plomb | | 10 |
| Cadmium | | 1 |
| Nickel | | 10 |
| Cuivre | | 50 |
| Mercur | | 0,2 |
| Arsenic | | 2 |
| Baryum | | 100 |
| Molybdène | | 10 |
| Antimoine | | 0,7 |
| Sélénium | | 0,5 |
| Fluorures | | 150 |
| Fraction soluble | | 60 000 |

Les déchets suivants sont interdits sur le site :

- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoire,...),
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- les déchets qui sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables conformément aux définitions du décret en Conseil d'État pris en application de l'article L.541-24 du Code de l'environnement,
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- les déchets contenant de l'amiant,
- les déchets dangereux.

Du point de vue géographique, les terres admissibles sont originaires du Morbihan et de la Loire-Atlantique et plus généralement de l'ensemble des régions Bretagne et Pays-de-la-Loire et du territoire national.

Article 9.3.2 - Admission des déchets

Pour être admis sur le site, les terres satisfont :

- à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable visée à l'article 9.3.3,
- aux contrôles à l'arrivée sur le site visés à l'article 9.3.4.

Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.

Article 9.3.3 - Information préalable et acceptation préalable

Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable. Cette fiche comporte les informations suivantes :

- renseignements administratifs (provenance, identité et adresse exacte du détenteur des déchets),
- caractéristiques principales du produit : type de produit (terres, ...), procédé générateur du résidu, quantité estimée, conditionnement,
- caractéristiques physico-chimiques analysées par un laboratoire externe agréé COFRAC,
- teneurs en polluants minéraux et inorganiques,
- teneurs en polluants organiques,
- consistance,
- odeur.

Un certificat d'acceptation préalable est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FID montre l'admissibilité des terres sur le site notamment le respect des critères de l'article 9.3.1.

La durée de validité de la FIP et du CAP sont au maximum de 1 an.

Les FIP et CAP sont consignés dans un registre sur le site.

Article 9.3.4 - Contrôles à l'arrivée sur site

La réception des terres sur le site s'effectue durant les horaires de fonctionnement de la carrière. L'accès au site est interdit (portail fermé à clé) en dehors des horaires de présence du personnel d'exploitation.

À l'arrivée sur site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable et d'une acceptation préalable,
- réalise une pesée,
- réalise un contrôle visuel.

Aucune acceptation préalable ne peut être proposée à un exploitant se présentant spontanément.

Sur la zone de réception, les terres polluées réceptionnées sont constituées en lots homogènes provenant d'un seul et même chantier de 250 m³ au maximum. Il est interdit pour constituer un lot de regrouper des terres provenant de chantiers différents.

Chaque lot fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs. Ces échantillons sont analysés par des laboratoires agréés externes au regard de la fiche d'identification du déchet. La procédure d'échantillonnage sera conforme aux dispositions de la norme NF ISO 10381-5 « Qualité du sol – Echantillonnage – Lignes directrices pour la procédure d'investigation des sols pollués en sites urbains et industriels ».

Physiquement, les lots réceptionnés sont stockés séparément sur la plateforme au niveau de la zone de réception dans l'attente des résultats d'analyse. Une fois la conformité analytique validée, les terres destinées au traitement sont prises en charge pour traitement.

Les lots non conformes sont physiquement identifiés comme tel et évacuer vers une filière externe adaptée. En aucun cas, les lots non conformes ne sont mis en traitement. Un registre des refus est tenu à jour. En cas de refus, l'exploitant informe l'inspection des installations classées sous 48 heures et précise les caractéristiques des lots refusés.

Les terres polluées par des composés volatils sont stockées sous bâche dès leur réception.

Une procédure est mise en place et en œuvre.

Article 9.3.5 - Caractère non dangereux des terres reçues

Afin de s'assurer du caractère non dangereux des terres reçues, l'exploitant s'appuie sur un outil interne développé par le groupe ORTEC qui en fonction de la composition du déchet détermine le caractère dangereux ou non.

Une fois par an, l'exploitant fait procéder à une campagne de caractérisation complète d'un déchet réceptionné selon les propriétés de dangers HP afin de s'assurer de la validité de l'outil cité ci-avant.

Article 9.4 - Procédé de fabrication

Article 9.4.1 - Additifs et réactifs

Aucun produits chimiques (réactifs ou additifs) inscrits au règlement CLP ou répertoriés comme dangereux n'est utilisé pour le traitement des terres et sédiments pollués.

Pour le traitement des terres et sédiments pollués, des produits d'amendement sont utilisés :

- des structurants carbonés d'amendements nécessaires à la constitution des biopiles qui permettent la structuration des terres en traitement, par augmentation de la perméabilité à l'air. Il s'agit de préférence de déchets de bois (écorces, sciure, etc.) ;
- des nutriments qui apportent des compléments en azote et phosphore nécessaires aux micro-organismes de la biodégradation : engrais, compost, sous-produits céréaliers, etc.

Article 9.4.2 - Préparation des terres

À réception des terres et après vérification de leur conformité (article 9.3.4), une opération de tri analytique (analyses et/ou séparation physique par criblage) s'opère systématiquement afin d'orienter au mieux les flux selon leur nature intrinsèque et d'isoler les fractions non polluées de celles redevables du traitement.

Les particules fines (< 20 mm) sont dirigées vers la zone de traitement.

Une opération préalable au traitement (criblage/amendement/homogénéisation) consiste en un tri granulométrique puis au mélange de la fraction fine aux coproduits et nutriments nécessaires aux terres pour favoriser leur biodégradation. Un apport modéré de terres déjà traitées (inoculum) dans un lot de terres à traiter pourra être également réalisé (Les terres déjà traitées contiennent des micro-organismes déjà acclimatés aux substrats hydrocarbonés, sous formes active ou endormie. Ces micro-organismes ont en effet pu adapter au préalable leur métabolisme pour dégrader de façon efficace les hydrocarbures.).

L'exploitant est autorisé à mélanger des terres polluées issues de plusieurs lots uniquement dans le cadre d'opérations d'homogénéisation avant traitement afin de lutter contre les hétérogénéités naturelles des terres du point de vue de leur structure et de la répartition de la pollution. Le mélange de terres de lots distincts dans le but de diluer les pollutions est interdit. Les terres en simple transit et les éléments grossiers (> 20 mm) non pollués ne font pas l'objet d'une préparation et d'un traitement sur site.

Article 9.4.3 - Traitement

Selon la nature de la pollution des terres réceptionnées, le traitement biologique mis en place se fait :

- par biopile associé à un biofiltre pour les pollutions volatiles de type BTEX, COHV,
- par biotertre pour les autres pollutions hydrocarbonées.

Le traitement en biotertre n'est réalisé que si les terres ne présentent pas de pollution volatile significative, à savoir si elles répondent aux critères suivants :

- BTEX < 200 mg/kg de matière sèche (MS),
- COHV < 200 mg/kg de MS.

Pour mémoire :

- Une biopile est un tas de terres polluées, de forme définie (tertre), structuré et amendé en coproduits, qui comporte un système de ventilation et d'humidification afin d'optimiser les conditions de vie des micro-organismes réalisant la biodégradation.
- Le biofiltre permet le traitement d'air, formé d'un massif filtrant biologique, qui permet la biodégradation des composés organiques volatils grâce aux micro-organismes naturellement fixés.
- Un biotertre est un tas de terres polluées, de forme définie (tertre), structuré et amendé en coproduits, dont l'aération est assurée par retournement mécanique régulier à l'aide d'un engin.

Les biopiles/biotertres sont arrosées pour atteindre l'humidité nécessaire au développement des micro-organismes, et équipées d'une couverture biodégradable (biopile) pour maintenir une température optimale et éviter les interactions avec l'environnement. Une homogénéisation périodique des terres en traitement est effectuée à la pelle mécanique pour limiter les tassements et la formation de chemins préférentiels de l'air.

Un contrôle continu des terres en traitement est mis en place pour suivre les paramètres de procédé et les résultats de la biodégradation jusqu'à l'analyse libératoire. Les résultats de ces contrôles sont archivés dans un registre.

Les eaux de process résultant du traitement et de l'égouttage des terres en traitement par biopile sont intégralement récupérées par un réseau de caniveaux et regards de collecte dans une cuve de récupération et servent à l'irrigation des terres en traitement.

L'intégrité de la cuve de récupération est régulièrement vérifiée.

La hauteur de la biopile et du biotertre n'excède pas 3 mètres.

Le dimensionnement du biofiltre est de 97 m³ pour un débit de 2415 m³/h (ratio d'aération de 0,5 m³ d'air/h/m³ de terres et temps de résidence de 1 minute 30).

Le traitement de l'air de la biopile par biofiltre est le cas échéant complété par l'ajout d'un filtre à charbon actif, notamment lorsque la caractérisation initiale des terres met en évidence la présence de COHV.

Dans le but de garantir une efficacité optimale du traitement des rejets atmosphériques, un suivi régulier de la performance du biofiltre est réalisé. La matrice filtrante du biofiltre est changée dès que nécessaire et a minima tous les 2 ans. Les résultats de ces contrôles et opérations sont archivés dans un registre.

Le traitement des terres par stabilisation réalisé dans le but de diminuer la mobilité des polluants est interdit.

Article 9.5 - À l'issue du traitement

Article 9.5.1 - Cas des éléments grossiers

Les éléments grossiers (> 20 mm) non pollués sont dirigés vers une unité mobile de valorisation matières sur la carrière. Un concassage pourra permettre une réduction granulométrique de ces matériaux avant criblage en fonction de la taille souhaitée pour réemploi.

Les éléments grossiers issues du criblage des terres polluées sont valorisées conformément au guide proposé dans le cadre du projet VALTEX (Guide CEREMA – Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière – Les matériaux de déconstruction issus du BTP. Janvier 2016) ou version actualisée.

Article 9.5.2 - Cas des terres traitées par biopile / biotertre

À l'issue du traitement biologique et après validation analytique, les matériaux traités sont valorisés :

- en retour sur un site d'origine sous couvert de l'exécution d'un plan de gestion et en réhabilitation de sites dégradés au regard de l'usage futur du site et si le programme de dépollution le prévoit. Le plan de gestion et programme de réhabilitation devront pour ces cas de retour sur site avoir été établis par un organisme accrédité LNE Sites et Sols Pollués ;
- en réutilisation en tant que matériaux alternatifs :
 - en réaménagement de carrières sous réserve du respect des arrêtés ministériels ad hoc notamment l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 *relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées* ;
 - en technique routière conformément au guide SETRA « Acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière » de mars 2011 ou version ultérieure ;
 - dans le cadre de projets d'aménagement conformément aux prescriptions fixées par le guide du BRGM « Guide de réutilisation hors sites des terres excavées en technique routière et dans des projets d'aménagement » de février 2012 ou version ultérieure ;
 - dans des projets d'aménagement conformément aux prescriptions du guide de Ministère en charge de la Transition écologique et solidaire « Guide de valorisation hors site des terres excavées issues de sites et sols potentiellement pollués dans des projets d'aménagement » de novembre 2017 ou version ultérieure ;
 - dans le cadre de tout autre projet mené conformément à un guide édité ou reconnu par le ministère en charge de l'environnement ou par un organisme tiers (CEREMA, BRGM, etc.) ;
- à défaut, en filières spécifiques de stockage de déchets non dangereux inertes ou non inertes pour élimination.

Une fiche d'information analogue à celle présentée à l'annexe 5 du guide SETRA est rédigée pour chaque lot de terres évacuées. L'analyse libératoire est a minima faite par lot de terres de 250 m³ sur la base de 2 échantillons prélevés et analysés par un laboratoire externe agréé.

Article 9.5.3 - Cas des terres en transit

Ces terres sont éventuellement regroupées pour être dirigées vers une filière de valorisation ou d'élimination.

Article 9.5.4 - Absence de dilution

L'exploitant confirme l'absence d'effet significatif dû à la dilution ou au mélange des terres dans la performance du traitement biologique.

Pour ce faire il suit le ratio suivant qui doit tendre vers 100% : quantité de terres sortantes exprimée en tonnes avec au moins un paramètre de l'essai de lixiviation pour lequel le traitement biologique n'est pas réputé pertinent, non acceptable en référence à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 divisée par la quantité de terres entrantes exprimée en tonnes avec au moins un paramètre de l'essai de lixiviation pour lequel le traitement biologique n'est pas réputé pertinent non acceptable en référence à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Article 9.6 - Registre

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants. Les éléments qu'il consigne sont a minima ceux définis par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

L'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité des terres polluées entrantes et sortantes du site prévues à l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des éléments permettant de justifier le respect des dispositions du guide utilisé pour établir l'acceptabilité des terres traitées en matériaux alternatifs.

La traçabilité des mouvements de terres est assurée par l'utilisation de documents de suivi de type Bordereau de Suivi des Terres Valorisables (BSTV) – modèle sur le site <http://terrass.brgm.fr> ou équivalent.

Article 9.7 - Dispositions complémentaires spécifiques au site

Article 9.7.1 - Odeurs

La part de matière organique dans les terres à traiter est faible.

La procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 9.3.3 doit permettre de refuser les terres odorantes ou susceptibles de conduire à l'émission d'odeurs en amont de la réception.

La quantité de déchets verts entreposés est limitée à 500 m³ et la durée d'entreposage à 2 semaines.

Les conditions d'exploitation et les mesures suivantes sont mises en place pour permettre de limiter au maximum toute source d'odeur :

- contrôle périodique de l'ensemble des paramètres indicateurs de la biodégradation aérobie,
- maintien des conditions optimales de la biodégradation (humidification, aération),
- bâchage des matériaux plus fortement pollués en composés organiques volatils dès leur réception sur site,
- mise en dépression des biopiles évitant les émissions dans le milieu environnant et traitement des effluents au sein du biofiltre.

Afin d'éviter les émissions de COV dans l'atmosphère, les terres contaminées en composés volatils ne subiront pas de criblage préalable ou seulement sous aspiration et traitement de l'air associé.

Article 9.8 - Poussières

Les mesures suivantes sont mises en place pour limiter les envols de poussières :

- les terres en transit sur la plateforme et en traitement ne sont pas pulvérulentes et pourront être humidifiées en cas de besoin,
- les chaussées et les aires de parking sont de type enrobé bitumineux,

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement aménagées (revêtement, etc.) et nettoyées régulièrement. Le cas échéant, les émissions occasionnelles de poussières sont ponctuellement traitées par arrosage,
- l'installation mobile de criblage est équipée d'un système d'aspersion limitant les émissions,
- les stocks sont arrosés si nécessaire,
- la vitesse est limitée à 30km/h à l'intérieur du site.

Article 9.8.1 - Bruit

Des dispositions pour limiter le bruit sont mises en place : réduction de la vitesse des véhicules, utilisation ponctuelle simultanée des opérations de broyage/criblage, bips de recul de type cri de lynx, consignes aux chauffeurs de ne pas claquer les portes des bennes, ...

L'exploitant s'assure de la pérennité du merlon périphérique de la carrière au nord du site.

Les opérations de criblage, concassage ou broyage ne sont conduites que durant les plages horaires suivantes : de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Article 9.9 - Stocks de bois et déchets verts

Le stock de bois et déchets verts est réalisé dans des cases préfabriquées avec paroi en béton d'une hauteur de 3 mètres.

Article 9.10 - Accès au site

L'accès à la plateforme du Biocentre se fait par l'entrée de la carrière de la Clarté. L'exploitant s'assure de l'actualisation du plan de circulation des véhicules sur la carrière pour orienter les véhicules devant rejoindre le site.

Dans l'emprise de la carrière, une signalisation est mise en place le long de la piste d'accès au site.

Article 9.11 - Sécurité

L'accès au site est fermé par un portail en dehors des heures de travail. Les clôtures sont régulièrement vérifiées et entretenues. Des panneaux sont mis en place à la périphérie du Biocentre avec l'affichage "interdiction d'entrer".

Aux abords du bassin de rétention, des bouées reliées à un piquet par une ligne de vie ainsi qu'un gilet de sauvetage sont présents en permanence afin de prévenir des risques de noyade. Une clôture est mise en place autour du bassin.

Article 9.12 - Carburant

Aucun stockage de carburant n'est réalisé sur le site. L'alimentation en carburant des engins s'effectue sur une aire étanche par camion-citerne disposant d'un pistolet de distribution spécifique avec clapet anti-retour. La plate-forme étanche peut faire office d'aire de ravitaillement.

Article 10 - Système d'échanges de quotas

Sans objet.

Article 11 - Épandage

L'épandage de déchets ou effluents est interdit.

Article 12 - Dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage

Sans objet.

Article 13 - Défrichement

Sans objet.

Article 14 - Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

Article 14.1 - Délais et voies de recours

En application de l'article R181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Article 14.2 - Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Herbignac et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'exploitation des installations devra se conformer, sera affiché à la mairie d'Herbignac pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'Herbignac et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

Cet arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la préfecture.

Une copie de cet arrêté sera transmise aux conseils municipaux d'Herbignac, Férel, Nivillac, La Roche Bernard et Marzan.

Un avis sera inséré par les soins de la préfète et aux frais de la société BIOCENTRE DE L'OUEST dans les quotidiens « OUEST-FRANCE 44 », et « PRESSE-OCEAN 44 ».

Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 14.3 - Exécution

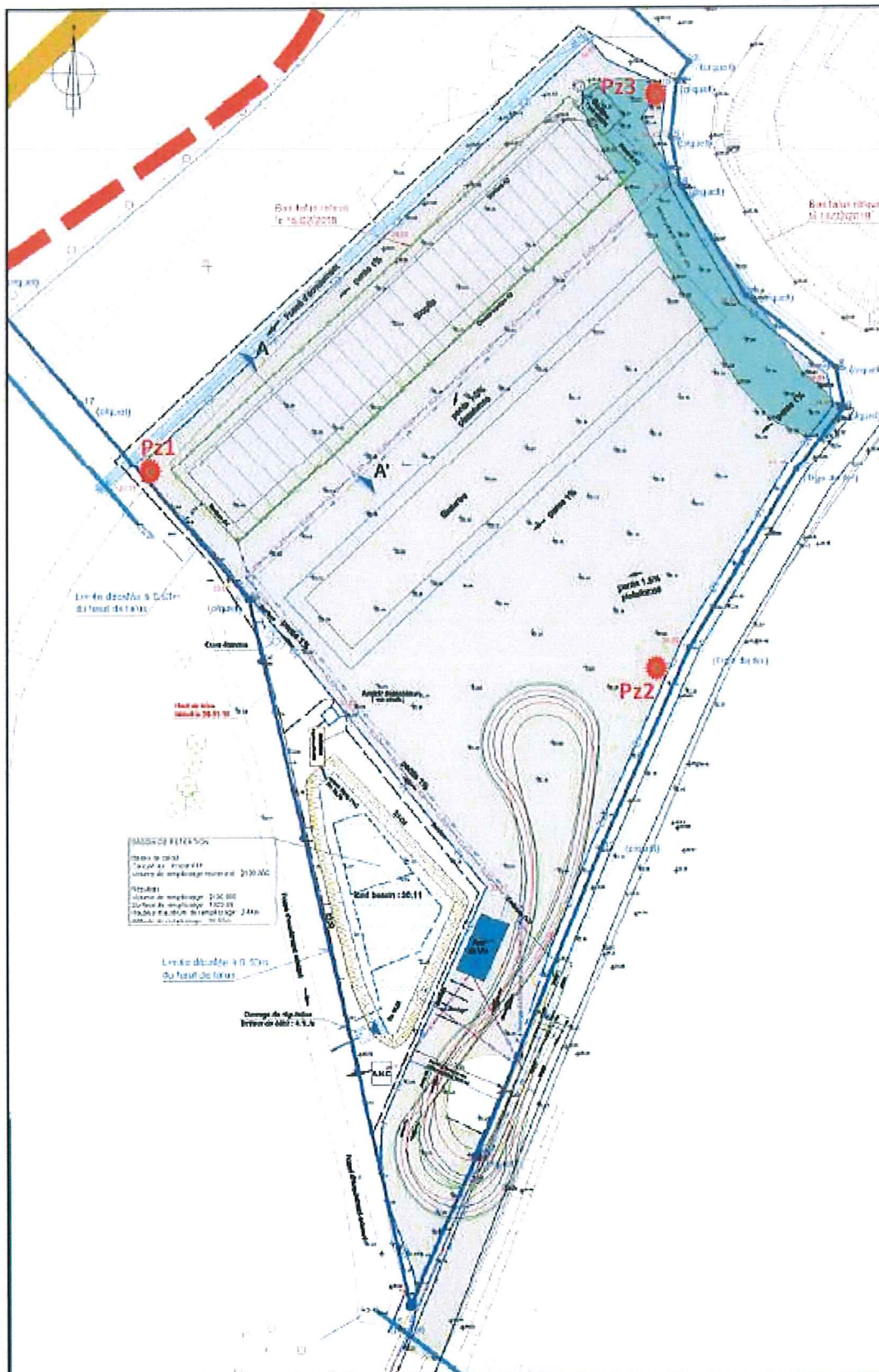
Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, le directeur départemental des territoires et de la mer de Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'Agence Régionale de Santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **21 MARS 2019**

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général


Serge BOULANGER

ANNEXE 1 – Plan de masse des installations et localisation des piézomètres



VU pour être annexé à mon arrêté du : **21 MARS 2019**

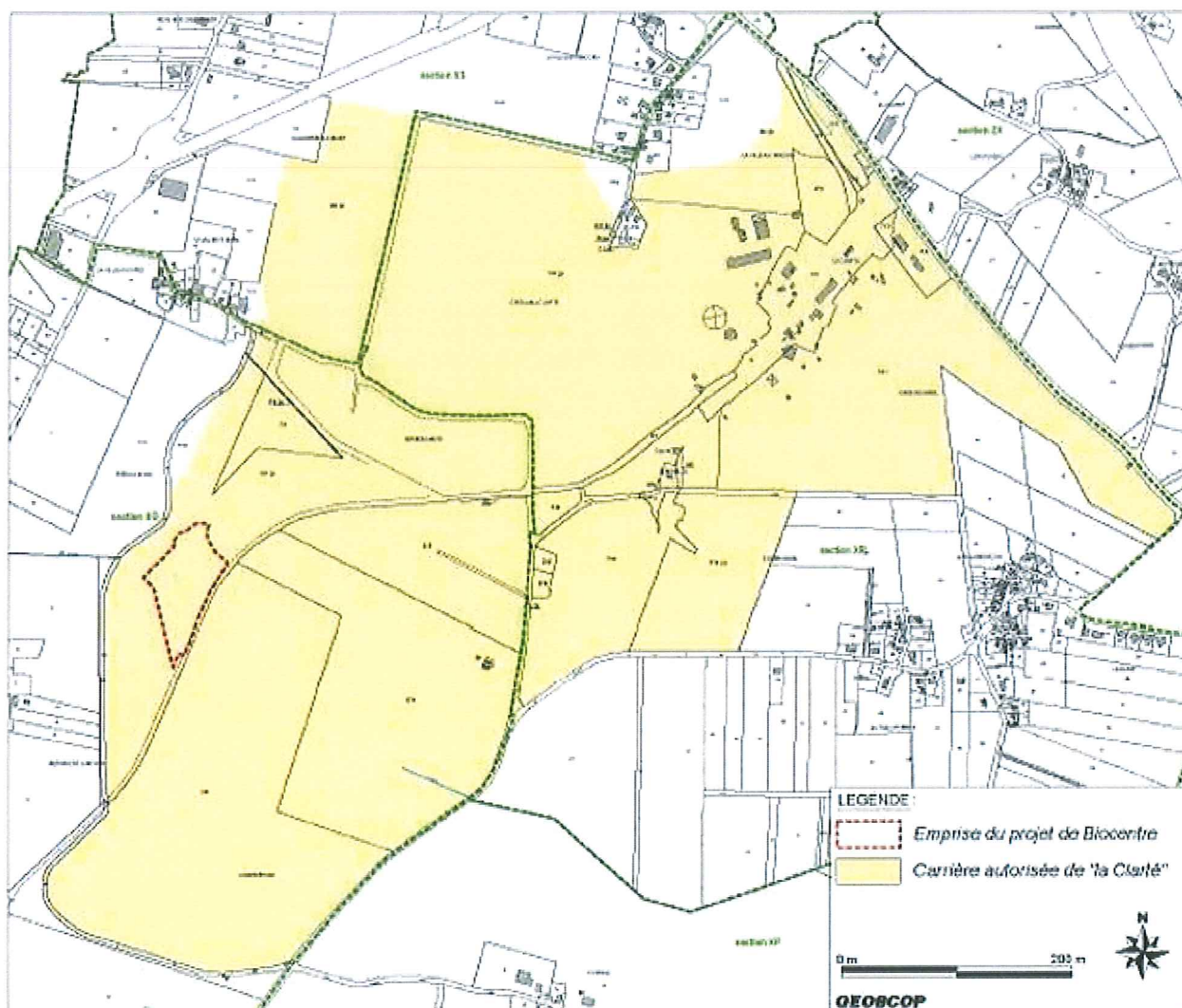
Nantes, le : **21 MARS 2019**

LE PREFET

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Serge BOULANGER

ANNEXE 2 – Plan de situation de l'établissement



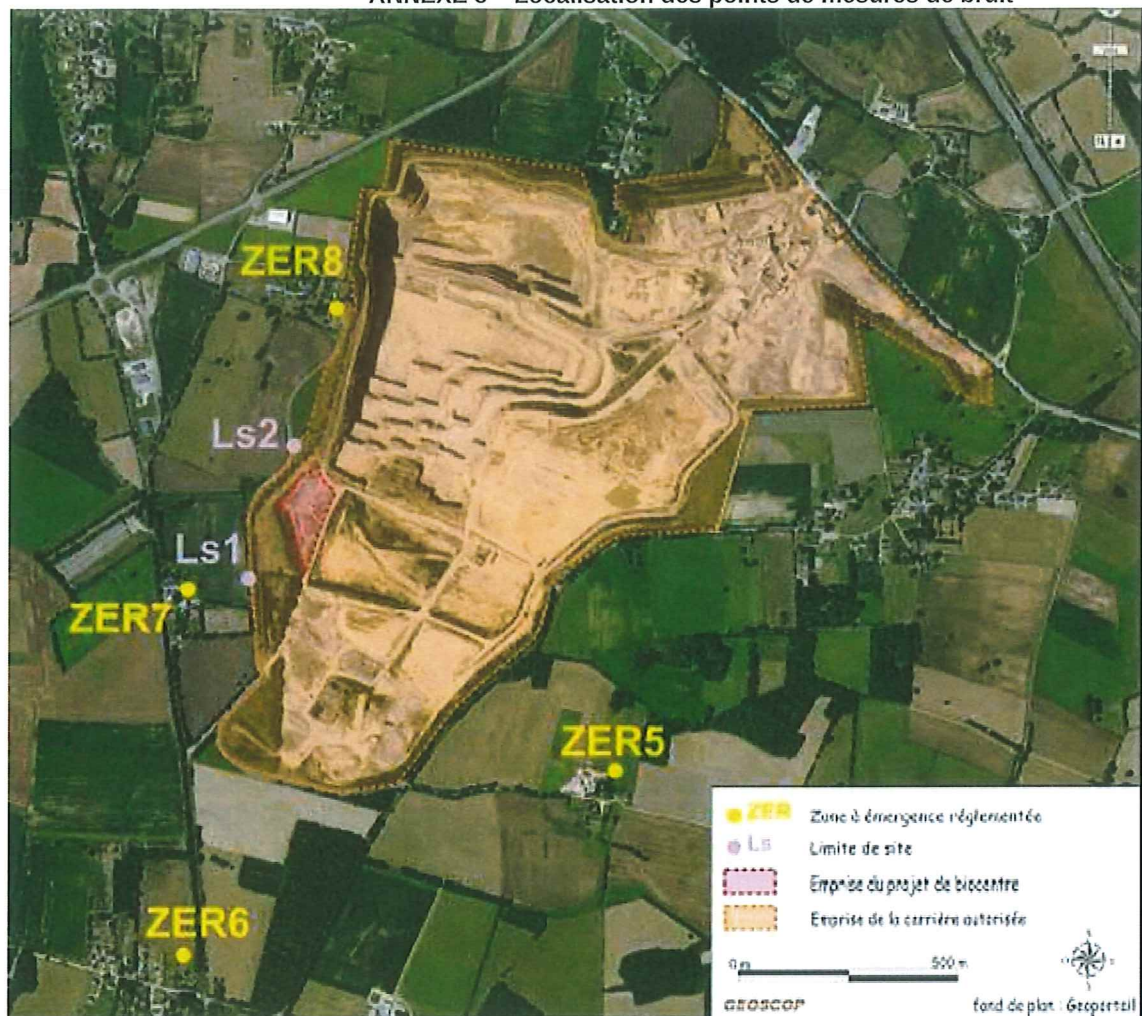
VU pour être annexé à mon arrêté du : **21 MARS 2019**

Nantes, le : **21 MARS 2019**

LE PREFET
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Serge BOULANGER

ANNEXE 3 – Localisation des points de mesures de bruit



VU pour être annexé à mon arrêté du : **21 MARS 2019**

Nantes, le : **21 MARS 2019**

LE PREFET
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général

Serge BOULANGER